**Compte rendu de la réunion du Conseil municipal
du 17 novembre 2020**

L'an deux mille vingt le 17 novembre à 20h00, les membres du conseil municipal de la commune de Trilport se sont réunis à la salle Saint-Exupéry, sur une convocation qui leur a été adressée par le Maire, conformément aux articles L2121.10, L2121-12 et L2121-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le 10 novembre 2020.

Etaient présents : 23

Mesdames, messieurs Jean-Michel MORER, Michel EBERHART, Françoise VASSELON, Joaquim DA CRUZ, Annick PANE, Gérard MORAUX, Manuel MEZE, Laure SEVAT, Carole CARDOSO, Denise GONON, Luc AVELINE, Iphigénie ANGEBAULT, Séverine HEBERT, Jocelyne SERDOS, Geneviève CAIN, Fathia BEN MABROUK, Cécile LAROYE, Francine BERTHAUX, Sébastien LASCOURREGES, Jonathan LOZACH, Stide MARQUEZ, Camille FASSI, Typhaine TOKPAN.

Pouvoirs : 4

Monsieur Azdine RAMDAN à monsieur Manuel MEZE, madame Birgit SCHRUFER à madame Denise GONON, monsieur Philippe RIERA à madame Typhaine TOKPAN, monsieur Serge MAGLIOZZI à madame Geneviève CAIN.

Absents excusés : 2

Messieurs Eric KRAEMER, Ange AMBROSIO.

*Le quorum étant atteint,
Monsieur le Maire ouvre la réunion du Conseil municipal.*

Madame Denise GONON a été élue secrétaire de séance.

La séance est ouverte à 20h00

*Le compte rendu du Conseil municipal du 29 septembre 2020
est adopté à l'unanimité.*

Le maire fait observer une minute de silence pour honorer la mémoire de Mme Rabeau, ancienne conseillère municipale décédée quelques jours plus tôt.

A la suite de la minute de silence, il informe l'assemblée de la démission de Serge Maggliozi, pour des raisons personnelles et de Luc Aveline qui quitte Trilport pour aménager dans le sud de la France. Il le remercie au nom de la ville pour son implication dans l'animation de la ville en qualité de Président du Comité des Fêtes. Le maire lit l'ordre du jour. Du fait du retard de Mme Typhaine Albert (prise dans les embouteillages entre Paris et Trilport), le dossier N°2 sera traité avant le dossier N°1.

**DOSSIER N°1
APPROBATION DU COMPTE-RENDU FINANCIER ANNUEL A LA COLLECTIVITE DE LA
ZAC MULTISITES SAINT-FIACRE/VERDUN-BERLIOZ/FUBLAINES 2019**

Le traité de concession d'aménagement de la ZAC multisites Saint-Fiacre/Verdun – Berlioz/Fublaines a été signé par le Maire de Trilport et le Président Directeur Général de Grand Paris Aménagement le 16 janvier 2013.

L'article 19 du traité de concession prévoit que l'aménageur adresse chaque année à l'autorité concédante :

1°/ le bilan prévisionnel actualisé de l'opération, faisant apparaître d'une part l'état des recettes et des dépenses réalisées, d'autre part l'estimation des recettes et des dépenses restant à réaliser.

2°/ un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé.

Ce bilan est présenté par Tiphaine Albert, responsable d'opérations à Grand Paris Aménagement.

Suite à ce bilan, et en réponse à une première question posée par M. Stide Marquez sur le « retour de la commercialisation des lots longeant la Villa Parisienne », Mme Albert précise :

Actuellement aucune promesse de vente n'a été signée. Pour la commercialisation, nous avons fait appel à l'agence immobilière ALFY à Meaux. D'après cette agence, les personnes qui se présentent n'ont pas toujours les moyens d'acheter un lot et de construire immédiatement la maison après. Un autre facteur intervient, c'est la taille des parcelles. Ce sont des maisons de ville, mais elles ne sont pas accolées. Du coup, on est sur des parcelles plus petites, de l'ordre de 230 m². Donc, une fois qu'on a construit la maison, qu'on a gardé le recul de 5 mètres pour garer la voiture devant, il reste un jardin derrière qui n'est pas immense. Et là, on se retrouve en concurrence avec des produits qui sont dans le centre bourg de Trilport, dans l'ancien. On est sur de la maison neuve, mais on n'est pas sur du pavillonnaire comme il peut y avoir un petit peu plus loin du bourg. On est vraiment sur de la maison de ville et ce n'est pas produit si évident que ça pour un primo-accédant. Car on a surtout des primo-accédants qui se présentent.

M. Marquez : est-ce que les prix ne sont pas trop élevés ?

Mme Albert : On n'est pas trop élevés, compte-tenu des prix pratiqués à Trilport. Les terrains sont entièrement viabilisés, et il n'y a pas de clôtures à faire. On est sur des lots de 230 m² à 114 000 Euros, ce qui donne un prix pour une maison achevée entre 80 et 90 m² entre 250 000 et 300 000 Euros. C'est un peu cher pour les primo-accédants et les prêts sont accordés moins facilement qu'il y a un an et demi. Mais de cela on n'est pas responsables.

Mais on va sans doute faire appel à d'autres agences.

Est-ce qu'on peut faire baisser le prix du foncier ?

Sur la phase 2, c'est impossible. Mais si on réalise la phase 3, avec un montant d'acquisition tel que le détermine le contrat de concession, financièrement, ça équilibrerait un peu plus l'opération. Parce qu'on a une surface plus grande, même si on sait qu'on aura tout de même plus de frais de viabilisation.

Le maire : Pour être tout à fait précis, depuis le départ la phase 3, elle est très conditionnelle. Je comprends bien que l'aménageur dise que ce ne sera équilibré que si on fait la phase 3. Mais il faut quand même rappeler une chose : s'il y a des recettes sur cette opération, l'aménageur partage avec la commune, et s'il y a un déficit, l'aménageur prend tout le déficit.

Il est normal que l'aménageur soit très prudent sur les dépenses parce que c'est lui qui avance les fonds pour la viabilisation. Entre 2014 et 2016, il y a eu un dialogue intense avec la mairie de Trilport, parce que nous, on ne voulait pas dénaturer l'opération. Et c'est vrai qu'il y a eu une crise immobilière qui faisait douter mais, nous, on connaît le produit, on connaît l'attractivité de la ville de Trilport. Moi je ne suis pas forcément inquiet, même si on avance

juste raisonnablement. Un enjeu important a été gagné début juillet parce que le zonage, qui représentait un gros handicap sur la commercialisation du logement social, est passé de 2 à 1. Alors je comprends que l'aménageur nous dise qu'il faut maintenant passer à la phase 3 de l'opération mais je tiens à rassurer tout le monde : on verra plus tard et rien n'est sûr pour la mise en œuvre de la phase 3.

Mme Albert : Comme on l'a vu, on est actuellement sur un déficit pour les phases 1 et 2 de plus de 2 millions d'Euros

Le maire : Ma conviction, c'est que la phase 1 et 2 se fera sûrement, mais que la phase 3, c'est peut-être et beaucoup plus tard. Je rappelle que l'éco quartier a sauvé l'entreprise Nugue grâce aux commandes générées par l'opération. On peut donc avoir un impact économique. Et il y a aussi des recettes additionnelles, des subventions, qui intègrent le fait que c'est plus dur de reconstruire dans la ville, de dépolluer et que le coût de construction est plus élevé que quand on s'installe sur un hectare de construction agricole ou de forêt. On s'est engagés dans cette voie-là donc tout le jeu consiste à négocier pour avoir le maximum de subventions. Après, les prix de vente sont en fonction de la loi du marché. Sur Trilport, ça semble plutôt bien. On n'en est qu'au début de l'opération commerciale. Moi je ne suis pas inquiet. Il est normal que l'aménageur soit inquiet, ça permet d'éviter les dérapages. Il est normal que l'Elu soit plutôt optimiste parce qu'il sait tout le travail qui a été fait en amont, que ça a été un long travail, et qu'on peut être confiant sans être totalement délirant sur la faisabilité normale du projet. Je rappelle aussi que les choix qui ont été faits sur l'aménagement, sur les matériaux, sur la gestion de l'eau sont des choix raisonnés, raisonnables, et économiques dans l'étude du budget. Mais je tiens à rassurer les collègues, il n'y a pas de chantage à la phase 3.

Mme Albert : Je rappelle qu'on est quand même sur une ZAC avec des ambitions environnementales et architecturales. Là, vous avez la perspective de ce qui est en train de se construire rue Simone Veil, avec notamment la projection du béton de chanvre.

Le maire : C'est la première fois, au niveau national, qu'un immeuble collectif se construit avec du béton de chanvre projeté. Le chanvre qui est projeté, il est cultivé en Seine-et-Marne, et même à Trilport, et transformé à Aulnoy, qui est à 13 kilomètres de Trilport. On renoue avec notre passé. Le chanvre est une culture d'ici, qui ne nécessite pas de produits phytosanitaires, qui a besoin de très peu d'eau, qui n'appauvrit pas la terre. Cela confirme la justesse de nos choix d'utiliser des matériaux bio-sourcés, qui viennent de Seine-et-Marne.

Il est demandé au conseil municipal d'approuver le compte rendu financier annuel à la collectivité territoriale concédante au titre de l'exercice 2019

Approuvé par 23 voix pour (Mesdames, messieurs Jean-Michel MORER, Michel EBERHART, Françoise VASSELON, Joaquim DA CRUZ, Annick PANE, Gérard MORAUX, Manuel MEZE, Laure SEVAT, Carole CARDOSO, Denise GONON, Luc AVELINE, Iphigénie ANGEBault, Séverine HEBERT, Jocelyne SERDOS, , Fathia BEN MABROUK, Cécile LAROYE, Francine BERTHAUX, Sébastien LASCOURREGES, Jonathan LOZACH, Stide MARQUEZ, Camille FASSI, , Azdine RAMDAN, Birgit SCHRUFER) et 4 voix contre (Mesdames, messieurs Geneviève CAIN, Typhaine TOKPAN, Philippe RIERA, Serge MAGLIOZZI)

DOSSIER N°2
INDEMNITE DU CONSEILLER MUNICIPAL DELEGUE A LA CONCERTATION
CITOYENNE

La loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité a pour but l'amélioration du statut des élus locaux qui bénéficient d'un ensemble de garanties destiné à faciliter l'accomplissement de leur mandat électoral dans de bonnes conditions matérielles, professionnelles et mêmes familiales. Les indemnités de fonction des élus sont fixées par l'organe délibérant dans les trois mois suivant son installation. Ces indemnités de fonction constituent une dépense obligatoire pour la collectivité.

D'autre part, les conseillers municipaux auxquels le maire délègue une partie de ses fonctions peuvent percevoir une indemnité allouée par le conseil municipal dans les limites de l'enveloppe totale susceptible d'être allouée au maire et aux adjoints.

Dans ces conditions, Sur proposition du maire, le conseil municipal du 12 juin 2020 a adopté le montant des indemnités suivantes pour l'exercice effectif des fonctions du maire, des adjoints et des conseillers municipaux délégués comme suit :

- Maire : 55 % de l'indice 1027
- 1^{er} adjoint : 17,75 de l'indice 1027
- 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème} et 8^{ème} adjoint : 15,15 % de l'indice 1027
- Chacun des deux conseillers municipaux délégués : 15,15 % de l'indice 1027

Dans le cadre de la loi qui fixe l'enveloppe maximale mensuelle à 231% de l'indice maximal de la fonction publique, il reste encore la possibilité d'indemniser un ou deux conseillers municipaux délégués.

Suite aux engagements pris lors de la campagne des dernières élections municipales, une réorganisation des services administratifs a été faite pour le nouveau mandat avec la mise en place d'un pôle communication/événementiel/culture et concertation en lien avec la politique de concertation de la ville.

Le projet de la municipalité va générer un accroissement temporaire d'activité afin d'étudier et d'évaluer les besoins exprimés par les Trilportais, en mettant en place un dispositif de concertation et de communication des actions à mener dans différents domaines.

Il a donc été proposé au Conseil Municipal du 29 septembre de créer un poste d'attaché territorial à temps complet qui a été recruté pour cette mission.

Enfin, dans le cadre de cette politique de concertation, le maire a annoncé au même conseil municipal du 29 septembre qu'il procéderait à la nomination d'un conseiller municipal délégué à la concertation citoyenne, qui prendra en charge cette partie importante de l'action municipale. Il a demandé à Sébastien LASCOURREGES d'assumer cette responsabilité et l'a remercié de cet engagement.

Un arrêté de délégation a été signé le 4 octobre 2020.

La première action concrète concernera la rénovation de la rue de Montceaux.

Sébastien Lascourrèges intervient: Nous allons nous occuper de la concertation concernant les travaux prochains de la rue de Montceaux, expliquer le rôle de chacun des intervenants sur les travaux, entre la municipalité et la CAPM. A cause de la situation sanitaire, on a choisi l'option d'un débat dématérialisé sous forme de questionnaires, pour savoir comment les habitants

voient le futur de cette rue. Il y a même la proposition d'un site internet qui permette à chacun de s'exprimer.

Dans ces conditions, le maire propose :

- De fixer le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions du conseiller municipal délégué à la concertation citoyenne comme suit : 9 % de l'indice 1027
- D'inscrire les crédits nécessaires au budget communal.

Approuvé à l'unanimité

DOSSIER N°3 OPPOSITION AU TRANSFERT DE LA COMPETENCE RELATIVE AU PLU A LA CAPM

Pour rappel, la loi ALUR prévoit que, si après le 27 mars 2017, la communauté de communes ou d'agglomération n'est pas compétente en matière de PLU, elle le deviendra de plein droit le 1^{er} jour de l'année suivant l'élection du président de la communauté consécutive au renouvellement général des conseils municipaux et communautaires, soit le 1er janvier 2021.

Les communes peuvent toutefois s'opposer à ce transfert dans un délai de 3 mois précédant cette échéance. Le transfert de compétence peut être bloqué par une minorité de blocage d'au minimum 25 % des communes représentant 20 % de la population.

Le maire souhaite s'opposer à ce transfert de compétence afin de conserver la maîtrise du développement urbanistique sur la commune, de la même façon qu'il s'est opposé au transfert de la police de l'habitat à la Communauté d'agglomération du Pays de Meaux.

Il est donc demandé au conseil municipal d'approuver cette opposition au transfert de la compétence en matière de PLU à la Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux et d'autoriser le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette décision.

Approuvé à l'unanimité

DOSSIER N°4 VENTE DE DEUX TERRAINS COMMUNAUX

La municipalité souhaite mettre en vente deux terrains faisant partie du domaine privé de la commune et n'étant pas susceptibles d'être affectés utilement à un service public communal. Le produit de ces ventes pourra utilement contribuer au financement de la rénovation et de l'extension des écoles.

Ces deux terrains se situent :

- Rue de Brinches (mise à prix à 125.000 euros)
- Clos des Vignes (mise à prix à 150.000 euros)

L'avis du Domaine sur la valeur vénale des terrains, en date du 3 juillet 2020, avait donné respectivement les prix de : 85 000 Euros et 125 000 Euros.

La commune se chargera de mettre les terrains en vente auprès d'une étude notariale et de prévenir les riverains voisins dans le cas où ils seraient intéressés par cette acquisition.

Sébastien Lascourrèges demande s'il est autorisé de vendre au dessus du prix indiqué par le service du Domaine.

M. Fassi, explique que la commune a la possibilité de vendre plus cher que le prix d'estimation des domaines, mais non l'inverse. Le prix proposé est supérieur à celui des domaines.

Mme Cain : quel est le but de cette opération ?

Jean Michel Morer rappelle la procédure suivie, qui est la même à chaque fois. La Mairie propose cette acquisition aux riverains directs, ensuite, afin de ne pas traiter de manière préférentielle avec une agence ou un promoteur, et en transparence, l'affaire est suivie par un notaire. Toutes les agences y ont ainsi accès. Il rappelle que le montant attendu pour le budget est à minima de 220 000 Euros. Il pourra notamment financer une partie des travaux de rénovations des écoles, ce montant représentant la rénovation de plus de 4 classes ou des aménagements de sécurisation routière, notamment rue de Brinches, ce montant représentant plus de 4 plateaux surélevés.

Ce sont des terrains qui ne peuvent servir à la commune et il rappelle que la ville, toutes ces années, a beaucoup plus acheté de terrains qu'elle en a vendus, notamment afin de permettre l'extension de l'école Prévert, de certains équipements municipaux, ou de préserver les espaces agricoles ou naturels. Il n'a jamais été question de brader le patrimoine communal.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser le maire, à faire toutes les diligences nécessaires pour aboutir à la cession de ces terrains par vente de gré à gré dans les conditions prévues au CGCT et dont l'acte sera dressé par un notaire dans les conditions de droit commun et à signer tout document s'y afférent.

Approuvé par 23 voix pour (Mesdames, messieurs Jean-Michel MORER, Michel EBERHART, Françoise VASSELON, Joaquim DA CRUZ, Annick PANE, Gérard MORAUX, Manuel MEZE, Laure SEVAT, Carole CARDOSO, Denise GONON, Luc AVELINE, Iphigénie ANGEBault, Séverine HEBERT, Jocelyne SERDOS, , Fathia BEN MABROUK, Cécile LAROYE, Francine BERTHAUX, Sébastien LASCOURREGES, Jonathan LOZACH, Stide MARQUEZ, Camille FASSI, , Azdine RAMDAN, Birgit SCHRUFER) 1 voix contre (Monsieur Philippe RIERA) et 3 abstentions (Mesdames, messieurs Geneviève CAIN, Typhaine TOKPAN, Serge MAGLIOZZI)

**DOSSIER N°5
CESSION D'UNE PARCELLE A LA CAPM RUE DE FUBLAINES**

Le 24 mai 2013, la commune de Trilport avait cédé à la Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux à l'Euro symbolique une parcelle rue de Fublaines pour permettre de créer une liaison douce entre Fublaines et Trilport.

Or, il s'avère, après passage du géomètre que cette parcelle, estimée à l'origine de 21 mètres carrés, est en fait de 115 mètres carrés.

Par courrier du 6 juillet 2020, la CAPM souhaite donc une modification de la cession.

Il est demandé au conseil municipal d'abroger par délibération la délibération du 24 mai 2013 et, par une nouvelle délibération, de céder à la CAPM à l'Euro symbolique la parcelle rue de Fublaines réestimée à 115 mètres carrés.

Approuvé à l'unanimité

DOSSIER N°6

CLASSEMENT DE LA VOIRIE VILLA PARISIENNE DANS LE DOMAINE PUBLIC – OUVERTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE LANCEMENT DE LA PROCEDURE

La Villa Parisienne est actuellement une voie privée, dont l'usage est possible par les piétons et cycles venant de toute la commune et par les véhicules des habitants, mais elle a vocation avec l'émergence de la ZAC dite de « l'Ancre de Lune » à devenir une voie empruntée par les piétons et cycles et uniquement les voitures des riverains, pour des raisons de sécurité liées à la proximité du Pôle gare.

Cette voie, d'environ 157 mètres linéaires sera ouverte à la circulation piétonne et cycliste, en tant que zone partagée, la vitesse y sera limitée à 20 km/h.

Il est proposé de classer cette voie dans le domaine public, comme la ville l'a fait pour les lotissements précédents, afin de faciliter à l'avenir l'entretien et la gestion de la voirie, de l'éclairage, l'entretien des réseaux et du dispositif (bornes escamotables) qui sera installé afin de limiter la circulation automobile, compte tenu des contraintes d'une voie en forme d'impasse, dans le cadre des travaux, suivant la procédure de transfert d'office sans indemnité.

Les parcelles concernées par ce projet figurent en annexe dans l'état parcellaire.

Cette procédure est prévue par le code de l'urbanisme à ses articles L.318-3 et R*31810 et R*318-11 du Code de l'Urbanisme. Pour faire application de cette procédure il convient que la voie en question doit être ouverte à la circulation publique et située dans des ensembles d'habitation. Il est nécessaire d'effectuer une enquête publique. Elle ne nécessite donc pas un recours préalable à la procédure d'expropriation et ne donne pas lieu à indemnité au profit des anciens propriétaires. Selon l'article L.318-3 du code de l'urbanisme « *cette décision est prise par délibération du conseil municipal. Si un propriétaire intéressé a fait connaître son opposition, cette décision est prise par arrêté du représentant de l'Etat dans le département, à la demande de la commune.*

L'acte portant classement d'office comporte également approbation d'un plan d'alignement dans lequel l'assiette des voies publiques est limitée aux emprises effectivement livrées à la circulation publique.

Lorsque l'entretien des voies ainsi transférées entraînera pour la commune une charge excédant ses capacités financières, une subvention pourra lui être allouée suivant les formes de la procédure prévue à l'article 248 du code de l'administration communale. »

L'enquête publique est ouverte après délibération du Conseil Municipal. Elle répond aux spécificités prévues à l'article R*141-4, R*141-5 et R*141-7 à R*141-9 du code de la voirie

Routière. Le Maire désigne le commissaire enquêteur et ouvre l'enquête par voie d'arrêté qui précise, l'objet de l'enquête, date à laquelle celle-ci sera ouverte avec les heures où le public pourra prendre connaissance et formuler ses observations

Le dossier d'enquête comprend les pièces suivantes :

- Nomenclature des voies et des équipements annexes (réseaux évacuations pluviales et dispositifs d'éclairage public ; réponse ministérielle JO SENAT du 19/07/2018) dont le transfert à la commune envisagé,
- Une note indiquant les caractéristiques techniques de l'état d'entretien de chaque voie,
- Un plan de situation,
- Un état parcellaire.

Le Conseil Municipal doit donner son avis sur ce projet dans un délai de quatre mois.

L'arrêté est affiché sur place 15 jours minimum avant le démarrage de l'enquête publique et est notifié aux propriétaires des parcelles comprises en tout ou partie dans l'emprise du projet en LR/AR quand le domicile est connu ou à leurs mandataires, gérants administrateurs ou syndics. Quand le domicile n'est pas connu, la notification est effectuée aux locataires et preneurs à bail rural, le cas échéant.

L'enquête publique dure 15 jours. A l'issue de ce délai le registre est clos par le commissaire enquêteur et signé par ses soins. Il dispose d'un délai d'un mois pour transmettre au Maire ses conclusions accompagnées du dossier et du registre.

A l'issue de cette procédure le Conseil Municipal se prononcera définitivement sur le classement de cette voie en fonction des conclusions du commissaire. Il est à noter que si un propriétaire intéressé fait connaître son opposition via une observation dans le registre ouvert dans le cadre de l'enquête publique, la décision de classement peut être prise, sur demande de la commune, par le Préfet de Département.

Est joint à la présente délibération les pièces du dossier.

Le présent dossier a été soumis à la Commission Aménagement, travaux, urbanisme, le 5 novembre 2020.

Les frais inhérents à cette procédure seront inscrits au budget communal.

Le maire rappelle que c'est la règle à Trilport de remettre dans le domaine public les infrastructures à condition que les habitants le souhaitent. Ici, les habitants de la Villa Parisienne qui ont été consultés ont demandé à ce qu'aucune voiture ne puisse pénétrer dans l'impasse.

Il y a eu un travail de concertation et l'ensemble des habitants est d'accord pour ce projet. L'enquête publique le dira.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe de classement d'office dans le domaine public communal de la voie dénommée « La Villa Parisienne », ainsi que le réseau de l'éclairage public, évacuations pluviales,
- De décider de lancer la procédure de transfert d'office au profit de la Commune sans indemnité de la voie dénommée « La Villa Parisienne »,
- D'autoriser M. le Maire à lancer l'enquête publique correspondante, de procéder à la désignation d'un commissaire enquêteur chargé de cette enquête et à accomplir toutes les formalités de publication, de notification nécessaire.
- D'autoriser M. le Maire à signer les actes notariés et tous documents correspondants relatifs au classement de cette voie.

Approuvé à l'unanimité

DOSSIER N°7
RENEGOCIATION DES EMPRUNTS EN COURS

Dans le contexte actuel de taux d'intérêt très attractifs, il a été demandé à nos deux établissements bancaires principaux une étude sur le réaménagement de la dette communale.

La proposition porte sur 8 emprunts en cours répartis comme suit :

- 5 emprunts à la SFIL (anciennement DEXIA) pour un capital restant dû de 1537679 €
- 3 emprunts à la Caisse d'Épargne pour un capital restant dû de 1862084 €

Banque	Contrat	Date	Montant	CRD	Date de fin	Taux
C.E	5748380	07/06/2019	1250000 €	1250000 €	15/04/2039	0.99
C.E	9864733	10/01/2017	500000 €	422678 €	25/03/2037	1.46
C.E	A7508451	17/12/2009	320000 €	189406 €	31/12/2029	5.29
SFIL	227528	22/11/2005	135000 €	45788 €	01/12/2025	3.79
SFIL	236808	12/01/2012	450991 €	223288 €	01/03/2026	2.99
SFIL	241624	02/08/2006	183863 €	143305 €	01/08/2037	3.63
SFIL	247500	30/05/2007	600000 €	371887 €	01/12/2032	4.26
SFIL	258196	17/04/2008	1500000 €	753411 €	01/07/2033	4.78

Les propositions retenues proposent des taux de 0.72 % pour la Caisse d'Épargne et 1.60 % pour la SFIL.

Tout en intégrant les indemnités de remboursement anticipées en partie dans le capital et dans le taux, les propositions permettent d'étaler la dette sur une période un peu plus longue en minimisant les annuités durant les premières années.

Cette solution permettrait de financer plus facilement les opérations du plan pluriannuel d'investissement et de reporter le coût sur les années suivantes où la population serait en augmentation générant un surplus de recettes et diminuant d'autant les charges pour chaque contribuable.

Tiphaine Topkan : Monsieur le Maire, vous engagez la ville dans cette renégociation d'emprunt et le minimum aurait été d'en parler au préalable au lieu de nous mettre devant le fait accompli. Cela réduit les coûts mais on refinance deux fois la même dette et on étale sur plus de 20 ans pour réduire les traites.

Le maire : La ville va s'agrandir dans les prochaines années du fait notamment des constructions de logements liées à la loi SRU. Les prochains investissements que nous aurons à effectuer, et ce dès 2021, sont directement liés à ces nouvelles arrivées. Le montage proposé par Gérard Moraux est équitable. Il permet de bénéficier de taux plus intéressants et en étalant la durée de la dette de diminuer la charge de l'annuité pour les prochaines années, en reportant son poids lorsque Trilport aura plus d'habitants, donc également plus de recettes. C'est maintenant qu'il faut faire les travaux, ces derniers concernent également les nouveaux habitants, il ne serait pas juste de faire supporter leur coût uniquement par les habitants actuels. On ne solde pas nos emprunts, on étale la charge.

Tiphaine Topkan : Je ne mets pas en cause le principe. J'estime que nous aurions dû étudier ce dossier en commission plus tôt.

Monsieur le Maire : Mme Topkan, je demande à chaque Maire Adjoint d'associer le plus en amont les élus. Cependant reconnaissez que cette année est plus que particulière. Ce Conseil

Municipal n'a été mis en place que début juin, a voté le budget de la ville en juillet, du fait du premier confinement, puis ensuite la rentrée a été pour le moins chaotique, du fait d'un second confinement qui n'a pas facilité la tâche. Nous avons désormais tout le temps de préparer comme il se doit le budget 2021. Chacun doit y prendre sa part et il me semble important de retenir votre remarque.

Il est demandé au conseil municipal d'approuver ce choix.

Approuvé par 23 voix pour (Mesdames, messieurs Jean-Michel MORER, Michel EBERHART, Françoise VASSELON, Joaquim DA CRUZ, Annick PANE, Gérard MORAUX, Manuel MEZE, Laure SEVAT, Carole CARDOSO, Denise GONON, Luc AVELINE, Iphigénie ANGEBAULT, Séverine HEBERT, Jocelyne SERDOS, , Fathia BEN MABROUK, Cécile LAROYE, Francine BERTHAUX, Sébastien LASCOURREGES, Jonathan LOZACH, Stide MARQUEZ, Camille FASSI, , Azdine RAMDAN, Birgit SCHRUFER) et 4 abstentions (Mesdames, messieurs Geneviève CAIN, Typhaine TOKPAN, Serge MAGLIOZZI, Philippe RIERA)

DOSSIER N°8
DECISION MODIFICATIVE N° 2 DU BUDGET DE LA COMMUNE 2020

Il est nécessaire de régulariser la reprise du solde d'exécution des budgets eau et assainissement pour contracter sur une seule ligne 001 la reprise du résultat d'investissement.

Des écritures d'ordre sont également nécessaires pour comptabiliser la capitalisation des indemnités de remboursement anticipé suite à la renégociation des emprunts en cours.

D'autre part il faut procéder au réajustement budgétaire de certaines opérations.

Les comptes affectés sont les suivants :

DM N°2					
SECTION FONCTIONNEMENT					
	CHAPITRE	ARTICLE	INTITULE	DEPENSES	RECETTES
	023		virement à la section d'investissement	- 346 549,60	
	042	6688	opérations d'ordre	346 549,60	
			TOTAL	0,00	0,00
SECTION INVESTISSEMENT					
OPERATION	CHAPITRE	ARTICLE	INTITULE	DEPENSES	RECETTES
	001		régularisation de la reprise du solde d'exécution de la section investissement du budget EAU	-80 032,57	
	001		régularisation de la reprise du solde d'exécution de la section investissement du budget ASST		-80 032,57
01	23	2313	construction restaurant scolaire reportée	-180 000,00	opération reportée
9	23	2313	aménagement local police municipale	30 000,00	ajustement prévisionnel
3	23	2313	renovation élémentaire J.Prévert	150 000,00	ajustement prévisionnel
	021		virement de la section de fonctionnement		-346 549,60
	040	1641	opérations patrimoniales		346 549,60
			TOTAL	-80 032,57	-80 032,57

- d'autoriser le Maire à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier

Approuvé par 23 voix pour (Mesdames, messieurs Jean-Michel MORER, Michel EBERHART, Françoise VASSELON, Joaquim DA CRUZ, Annick PANE, Gérard MORAUX, Manuel MEZE, Laure SEVAT, Carole CARDOSO, Denise GONON, Luc AVELINE, Iphigénie ANGBAULT, Séverine HEBERT, Jocelyne SERDOS, , Fathia BEN MABROUK, Cécile LAROYE, Francine BERTHAUX, Sébastien LASCOURREGES, Jonathan LOZACH, Stide MARQUEZ, Camille FASSI, , Azdine RAMDAN, Birgit SCHRUFER) et 4 abstentions (Mesdames, messieurs Geneviève CAIN, Typhaine TOKPAN, Serge MAGLIOZZI, Philippe RIERA)

DOSSIER N°9

<p align="center">SIGNATURE DU CONTRAT D'OBJECTIFS 2020-2022 ENTRE LE DEPARTEMENT ET LA COMMUNE RELATIF AU LIEU D'ACCUEIL ENFANTS- PARENTS (LAEP)</p>
--

La commune de Trilport s'inscrit dans le soutien à la parentalité. A ce titre, elle a ouvert en 2016 un Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP) dénommé « L'ILOT BIA » situé à Trilport.

Conformément à la vocation des lieux d'accueil parents enfants, la commune offre un espace de paroles, de rencontres et d'échanges à des parents et à leurs jeunes enfants âgés de moins de 6 ans, dans une perspective de prévention des troubles de la relation parents-enfants, mais en dehors de toute visée thérapeutique. La participation d'un parent ou d'un adulte responsable de l'enfant pendant toute la durée de l'accueil, la libre fréquentation, l'anonymat et la confidentialité sur ce qui se dit et ce qui se passe dans ces lieux, font partie des principes de base de leur fonctionnement. L'accompagnement à la parentalité et la prévention précoce entrant dans ses missions de protection maternelle et infantile, le Département apporte son soutien au fonctionnement de ce LAEP dans le cadre d'un contrat d'objectifs.

Le contrat détermine les conditions de participation financière du Département à la réalisation des objectifs de la commune pour les années 2020-2022. Qui sont :

- De manière générale, contribuer à la prévention des troubles parent-enfant
- Actualiser la plaquette d'information
- Poursuivre l'activité dans le respect de la charte des lieux d'accueil enfants parents
- Proposer une formation continue aux accueillants déjà formés initialement.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser le maire à signer ce contrat avec le conseil départemental de Seine-et-Marne.

Approuvé à l'unanimité

DOSSIER N°10 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
--

Lors du forum des associations, l'UST FOOT a fourni les repas aux représentants des associations présents ce jour.

L'association a demandé à la commune une subvention exceptionnelle pour la prise en charge de cette dépense.

Il est proposé au conseil municipal d'octroyer cette subvention exceptionnelle de 300 € à l'association UST FOOT correspondant aux frais engagés.

Approuvé à l'unanimité

DOSSIER N°11 RECRUTEMENT D'AGENTS EN PARCOURS EMPLOI COMPETENCE (PEC)
--

Les parcours emploi compétences (PEC), déployés depuis le 1^{er} janvier 2018 s'inscrivent dans le cadre de CUI-CAE (contrat unique d'insertion – contrat d'accompagnement dans l'emploi) pour le secteur non-marchand prévu par le code du travail.

Ce dispositif a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'accès à l'emploi.

Une collectivité territoriale peut recruter des agents dans le cadre d'un CUI-CAE en vue de les affecter à des missions permettant l'insertion et l'acquisition d'une expérience. Ce contrat porte sur des emplois visant à satisfaire des besoins collectifs temporaires et il ne peut se substituer à un emploi statutaire.

Ce type de recrutement ouvre droit à une aide financière en pourcentage du taux brut du salaire minimum de croissance (SMIC) par heure travaillée. Le taux de prise en charge de droit commun pour la région Ile de France varie entre 45 à 60 % du montant brut du SMIC.

De plus la collectivité est exonérée des cotisations patronales au titre de l'assurance sociale et des allocations familiales, de la taxe sur les salaires, de la taxe d'apprentissage et de la participation due au titre de l'effort de construction.

Compte tenu du départ d'un agent et du nombre croissant d'enfants inscrits aux services de la cantine, de la garderie et de l'action jeunesse, il s'avère nécessaire d'avoir du personnel supplémentaire pour faire face aux besoins.

Il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer pour le recrutement de 3 agents en PEC :

- Un agent pour les fonctions d'agent d'entretien au sein des écoles J. Prévert et Charmoye à raison de 26 heures
- Un agent pour les fonctions d'agent d'entretien au sein de l'école J.Prévert, surveillance cantine et entretien gymnase à raison de 35 heures
- Un agent pour les fonctions d'animateur au sein de l'AJT et du centre de loisirs à raison de 35 heures

Approuvé à l'unanimité

DOSSIER N°12
DECISIONS PRISES DANS LE CADRE DE LA DELEGATION DU MAIRE EN
VERTU DE L'ARTICLE L2122-22 DU CGCT

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal conformément à l'article L2122-23 qu'il a pris au titre de l'article L2122-22 les décisions suivantes :

Décision n° 2020-016- Signature du contrat de service ADELICE atelier salarial

Décision n° 2020-017- Contrat de cession d'un spectacle.

Dans le cadre de « Parlons d'enfance ». Il sera reporté.

Décision n°2020-018 convention signée retour préfecture 10 rue de Brinches.

Décision n°2020-019- Signature de la convention de mise à disposition à titre précaire et révocable logement 10 rue de Brinches

Décision n°2020-020 - Tarifs exposants maché de Noël.
Cette décision n'a plus d'objet puisqu'il n'y aura pas de marché de Noël cette année.

Décision n°2020-021 - Nettoyage base vie

Décision N°2020-022 Délégation de l'exercice du droit de préemption à l'EPF Ile-de-France pour le bien 13 bis rue du Général de Gaulle.

- Questions et informations diverses :

Point d'information sur le **Règlement général sur la protection des données (RGPD)** et la Gestion des relations avec les usagers (GRU) par Mme Gonon.

Point d'étape sur le RGPD

Lors de sa séance du 9 juillet 2018 le conseil municipal a approuvé à la majorité l'adhésion au groupement de commande du SDEM et SIGEIF relatif à la désignation d'un Délégué à la Protection des Données (ou DPD) par la commune.

La ville a désigné comme Délégué à la Protection des Données, l'association ADICO choisie par le groupement de commandes initié par le SDESM à l'issue d'une procédure de marchés public.

Ce DPD est venu une première fois **fin 2019** pour une démarche de sensibilisation de la démarche auprès des services municipaux, puis a auditionné l'ensemble des services de la ville sur le mois de **juin 2020**.

Il a remis son rapport en juillet 2020, qui comprend trois niveaux de recommandations et propose un calendrier de déploiement progressif des mesures proposées :

R1 : recommandation indispensable pour la mise en conformité

R2 : Recommandation fortement conseillée

R3 : Recommandation proposée.

M le Maire a souhaité la création d'un groupe de travail piloté par Mme Gonon conseillère municipale déléguée à la démarche de qualité des services et à la relation citoyenne et composé de plusieurs collaborateurs de la Mairie. Ce groupe de travail a pour mission de déployer au sein des services la démarche les recommandations et la mise en œuvre de ces dernières et d'envisager dans ce cadre leur intégration dans les process des services.

Plusieurs objectifs : être bien évidemment en conformité, intégrer au quotidien et dans les procédures les bons gestes ou attitudes à avoir pour respecter au mieux le règlement et améliorer le service aux usagers mais également en interne.

Il faut noter l'avancée de ce dossier, puisque la ville dispose dès à présent de l'ensemble des recommandations qu'il convient désormais de déployer.

Cette étape indispensable est certainement la plus complexe et elle durera plusieurs mois tant elle nécessite rigueur, pédagogie et accompagnement. En effet c'est une totale remise en question des pratiques habituelles des services et gestes professionnels, rappelons que la RGPD ne se limite pas au seul domaine numérique et que c'est une démarche structurante qui nécessite de revoir toute la chaîne de transmission des données comme leur traitement.

Afin d'être mis en place avec efficacité, Monsieur le Maire a demandé qu'elle soit menée en relation directe avec le déploiement de la nouvelle application de Gestion des Relations Usagers. Déploiement défini et accompagné également par le groupe de travail supervisé par Denise Gonon.

Nous ferons un point régulier sur l'avancée de ces deux dossiers lors des prochains Conseils Municipaux

Le maire : Mme Topkan m'a alerté sur l'autorisation de publication des photos des conseillers municipaux sur d'autres supports que le site de la ville. Il nous a semblé logique et démocratique lors de la parution du premier numéro de la Lettre du Maire d'y faire figurer tous les élus de manière identique, contrairement à d'autres villes. J'insiste : tous les élus y figurent sans exception.

Question écrite de Mme Cain sur la sécurité routière

« Monsieur le maire, suite à la vitesse excessive et le non-respect du code de la route par certains automobilistes, que pouvez-vous et comptez-vous faire pour sauvegarder la sécurité de nos enfants et de nos anciens ?

La situation s'aggrave et devient préoccupante. Merci de votre réponse. »

Mme Cain : les gens ne comprennent pas qu'il n'y ait pas une association entre les élus pour régler ce problème. On va finir par avoir un gros problème et il sera trop tard pour pleurer. Je vous montre tous les courriers. En tant qu'opposition, on n'a jamais été associés à aucune réflexion concernant la sécurité.

Michel Eberhart : Je ne peux vous laisser dire cela. Il y a une commission sécurité que j'ai animée et je dois témoigner que M. Kraemer, président du groupe d'opposition, y était bien présent. Si vous voulez venir me voir pour

discuter de ce problème, la porte est grande ouverte ou participer à cette commission y compris comme auditrice aucun problème. Je tiens à vous dire que, sur cette question, on ne reste pas les bras croisés, même si on n'a pas encore réussi à arrêter tous les « chauffards » qui traversent Trilport et que le budget 2021 en témoignera. Les circonstances de cette année nous ont considérablement gênés pour avancer sur certains dossiers. Ne serait-ce d'ailleurs que pour avoir un rendez-vous avec les services du Département, responsables je le rappelle des routes départementales.

Geneviève Cain : Les entrées de ville sont très dangereuses.

M. Eberhart : Je suis au courant. Les entrées de ville sont toutes des départementales, nous ne pouvons les aménager comme nous le voudrions. Nous avons rencontré les riverains de la rue de Fublaines et une concertation sera lancée avec eux dès le début d'année afin d'envisager ensemble les aménagements futurs à implanter et ce dès 2021. Nous prévoyons d'y implanter un premier plateau. Encore faut-il avoir l'autorisation des services du Département que nous devons rencontrer en décembre.

La police municipale avec le concours de la Police Intercommunale effectue régulièrement des opérations de contrôle de vitesse. Et ceux-là même qui nous ont demandé ces contrôles sont quelques fois pris en excès de vitesse.

Le maire : Toutes ces opérations de sécurité ont été décidées lors des commissions de sécurité précédentes et j'ajoute que Monsieur Kraemer était présent et représentait bien le groupe d'opposition d'alors.

Le maire rappelle que suite au courrier qu'il a adressé à tous les élus du Conseil pour leur proposer une action de formation, il a reçu une question de Mme Topkan. Il a préféré apporter l'information à tous les élus en insérant dans le dossier du Conseil une information sur le DIF des élus. Il propose une première action de formation ouverte à tous les élus effectuée par une structure sans orientation politique. A chacun de décider ce qu'il veut faire. Il incite le maximum d'élus à en profiter, particulièrement les nouveaux, surtout sur cette première année du mandat. Il les invite à se rapprocher de sa collaboratrice Jenny Abguillerm afin de constituer des dossiers de demande au plus vite. Cette action ne devrait rien coûter à la collectivité puisque prise en charge au titre du DIF Elus.

Le Maire annonce qu'il proposera au prochain conseil municipal la nomination de M. Stide Marquez comme conseiller municipal délégué à la jeunesse afin d'affiner le suivi de la structure pré-ados / ados, notamment dans le nouveau contexte contractuel de la CAF et informe les élus qu'il a candidaté au nom de la ville au programme national des « Petites villes de demain ».

La séance est levée à 22 H 30

Le Maire,

Jean-Michel MORER